

Séquence n° 2. Les centres d'impulsion et les inégalités de développement

Introduction

- définition du sujet (termes et cadrage) :

Le système monde est caractérisé par la **MONDIALISATION**, c'est à dire le processus de mise en relation des différentes parties du monde par un processus de multiplication des **FLUX** de toute nature (hommes, marchandises, capitaux, informations et valeurs). Cependant en dépit de cette évolution, le monde reste marqué par une grande diversité. D'une part, le monde est caractérisé par trois grandes aires de puissance situées dans l'hémisphère nord. C'est d'ailleurs souvent dans ces aires que l'on trouve les **métropoles** mondiales disposant d'un pouvoir de commandement. D'autre part, si les pays du **SUD** ont en commun d'être des espaces en quête de **DEVELOPPEMENT** (processus aboutissant à l'amélioration des conditions de vie de la population), de nombreux traits les distinguent et on peut se poser la question de leur inégale intégration dans un espace mondialisé.

- problématique :

La problématique doit lier **MONDIALISATION** et **DEVELOPPEMENT** : en quoi la **MONDIALISATION** des **ECHANGES** révèle-t-elle les contrastes entre pays mais aussi entre régions ? La distinction **NORD/SUD** suffit-elle à traduire la géographie actuelle du **DEVELOPPEMENT** dans le monde ?

- annonce du plan :

Nous étudierons d'abord la prépondérance de trois **CENTRES D'IMPULSION** puis nous nous attacherons à étudier les **INEGALITES DE DEVELOPPEMENT** entraînant une diversité croissante du monde.

Leçon n° 1. Un espace mondialisé tripolaire marqué par un archipel de métropoles

Introduction

- définition du sujet (termes et cadrage) :

L'espace mondialisé est marqué par la prépondérance de trois **CENTRES D'IMPULSION** qui assurent une part énorme de la production mondiale. L'accentuation des **FLUX** mondiaux se fait aussi au profit de ces centres qui réalisent l'essentiel du commerce. Ils dominent, selon des modalités différentes, leurs **PERIPHERIES** proches.

De plus, dans cet ensemble, la puissance économique de l'Union européenne apparaît comme spécifique, notamment du fait de son caractère multiétatique. Premier **pôle** commercial mondial, l'Union européenne s'oriente vers une structure de plus en plus intégrée disposant notamment d'une monnaie commune.

Enfin, le mot "**CENTRE**" désigne la partie la plus développée d'un continent, d'un pays, d'une agglomération capable de donner l'impulsion économique, politique, culturelle à l'ensemble du monde. Dans chacun des trois **pôles** c'est à travers le **réseau** des grandes **métropoles**, parfois des **mégalo-pôles**, que se manifestent la capacité et la fonction d'impulsion.

- problématique :

Comment étudier, à différentes échelles, quels sont les **CENTRES D'IMPULSION** de la planète ?

- annonce du plan :

Nous verrons d'abord comment le monde est marqué par l'hégémonie mondiale de la **TRIADE** ou **OLIGOPOLE MONDIAL**. Puis nous étudierons plus précisément la puissance économique de l'Union européenne. Enfin nous verrons en quoi l'organisation du monde se fait aussi selon un **réseau** mégalopolitain et métropolitain.

1.1. L'hégémonie mondiale de la **TRIADE** ou **OLIGOPOLE MONDIAL**

Un **CENTRE D'IMPULSION** (ou **ESPACE MOTEUR**) est un espace où se trouvent concentrées des fonctions de commandement (politiques, économiques, culturelles) qui confèrent à ce lieu un rôle structurant sur l'espace mondial. Centre de décision à rayonnement mondial (politique, économique), ce peut être une **métropole**, une région dominante. Son poids, sa "taille" dépend d'un certain nombre de critères de nature socio-économiques, socioculturels. Le centre aura une capacité d'impulsion, de commandement qui dépendra de :

- sa population (densité, part/reste de la population), de son niveau de vie, de l'ancienneté de son **DEVELOPPEMENT**,

- ses capacités de production (capitaux, qualifications, etc.),

- ses capacités d'autodéveloppement sur ses propres ressources humaines et financières,

- ses capacités de recherche et d'innovation : investissements en R&D, lieux de recherche.

Le poids d'un centre comporte aussi des éléments qualitatifs, subjectifs, c'est-à-dire l'attractivité de ses pratiques culturelles, de son mode de vie, des principales valeurs qui s'y trouvent représentées. Ces **pôles** sont nécessaires à l'organisation des **FLUX**. Le terme anglais de *globalization* se concentre sur les aspects économiques et financiers alors que la **MONDIALISATION** est aussi culturelle, politique...

Trois centres dominent le monde. La **TRIADE** est le terme créé dans les années 1990 par l'économiste japonais Kenichi Ohmae afin de nommer les trois aires de puissance majeures du monde : l'Amérique du Nord, l'Europe et le Japon (auquel on rajoute parfois la Corée du Sud). Le géographe français Olivier Dollfus préfère le terme d'**OLIGOPOLE MONDIAL**, moins économique et plus spatial, pour désigner le groupe réunissant un petit nombre d'espaces (pas seulement des Etats) dominant la planète.

1.1.1. Poids mondial des trois **CENTRES D'IMPULSION**

Il y a trois **pôles** différents et hiérarchisés.

- le premier est l'Amérique du Nord, en réalité les Etats-Unis, qui regroupent autour d'eux le Canada et le Mexique dans le cadre de l'ALENA (Association de Libre Echange Nord Américaine). C'est le **pôle** le plus complet. Les Etats-Unis sont la seule **superpuissance**, c'est-à-dire le seul Etat capable d'exercer une autorité et une influence déterminantes dans l'espace mondial, et ce dans divers domaines (politique, militaire, économique, culturel, etc.). Les chiffres sont éloquentes : environ 9 millions de km², 290 millions d'habitants, 10 000 milliards de \$ (RNB) soit 33 % du total mondial (35,5 % en comptant le Canada), 15 % du commerce mondial de marchandises.

- l'Union européenne est composée de 27 Etats. C'est la zone la plus active sur le plan commercial mais connaît des faiblesses géopolitiques et militaires. Elle dispose de 28 % du RNB mondial.

- le Japon est la locomotive de l'Asie orientale. Grande puissance économique, il reste considéré comme un "nain" politique et militaire. Les chiffres à connaître sont les suivants : 378 000 km², 127 millions d'habitants, 4 300 milliards de \$ (RNB) soit 14% du total mondial, 6 % du commerce mondial de marchandises.

Ces trois centres assurent 70 % de la production mondiale et réalisent 80 % du commerce mondial (dont 60 % pour les marchandises) et 80 % des investissements alors qu'ils ne représentent que 15 % de la population. Ils contrôlent 80 % du RNB mondial, 85 % de la recherche et 90 % des opérations financières. Le dollar, l'euro, le yen sont des moyens de paiements internationaux. Les pays de la **TRIADE** détiennent presque tous les centres de commandement de la planète et dominant ou interviennent avec une grande influence dans les organisations internationales : ONU, FMI (fonds monétaire international), Banque mondiale. Ils accueillent les sièges sociaux de l'immense majorité des grandes **firmes transnationales** (FTN) ou **firmes multinationales** (FMN). Une **entreprise transnationale** est une entreprise qui contrôle des unités de production et de conception dans plusieurs États. Selon le Bureau international du travail, une FTN est une entreprise de plus de 500 millions de dollars de chiffre d'affaires, présente, via ses filiales, dans au moins six pays et qui réalise plus de 25 % de son chiffre d'affaires hors du pays où se trouve son siège social. On peut préférer le terme de « transnationale » à celui de « multinationale » dans la mesure où les fonctions de commandement sont souvent localisées dans un même État même si l'organisation et les stratégies de la firme sont conçues à l'échelle mondiale, par-delà les frontières. Les FTN bénéficient de la chute des tarifs douaniers pour s'implanter un peu partout. 28 000 en 1998, elles sont 63 000 en 2004, contrôlant 820 000 filiales et réalisant 30 % de la production mondiale. Les 200 plus puissantes emploient l'équivalent des deux tiers de la population active française. De plus, les pays de la **TRIADE** ont un quasi monopole de l'information (agences de presse comme Reuters ou AFP, chaînes de télévision comme CNN, banques de données).

1.1.2. L'interdépendance : des **FLUX** mondiaux concentrés entre les trois centres

Les **ECHANGES** (activités de commerce et de transport relevant de la transaction entre des lieux différents) et les **FLUX** qui leur sont liés (volumes de biens ou de personnes en circulation caractérisés par une origine, une destination, un itinéraire et une quantité) révèlent la domination de ces centres. Les **ECHANGES** des produits manufacturés se réalisent avant tout entre les membres de la **TRIADE** qui en sont les principaux producteurs et les principaux consommateurs. Les **FLUX** financiers (par exemple les IDE ou investissements directs à l'étranger) et les **FLUX** d'informations passent avant tout par les grandes **métropoles** de la **TRIADE**. Les **FLUX** des sources d'énergie (hydrocarbures notamment), de matières premières minérales et agricoles (produits tropicaux par exemple) proviennent en revanche des pays du **SUD** qui sont les **PERIPHERIES** de ces **CENTRES**. Mais le blé par exemple est produit et contrôlé par les **CENTRES D'IMPULSION**. Les **FLUX** de personnes proviennent surtout du **SUD** (75 % des émigrants) mais sont très contrôlés et consistent souvent en personnes qualifiées (brain drain).

Bien que souvent concurrents, ces centres sont également partenaires (les 2/3 de leurs **ECHANGES** commerciaux se font entre eux, l'autre tiers étant dirigé vers une zone d'influence dans le **SUD**).

1.1.3. La concurrence : des zones d'influence spécifiques à chaque centre

Ces **ECHANGES** se réalisent dans le cadre d'une vive concurrence. Les différends commerciaux qui opposent les trois **pôles** en témoignent. Chacun cherche aussi à préserver ses particularismes et à défendre sa culture, ses valeurs et ses propres formes d'organisation sociale. Chaque **CENTRE D'IMPULSION** possède son aire de puissance et des zones d'influence privilégiées.

Ces **pôles** majeurs ont des zones d'influence proches. Les États-Unis ont depuis longtemps intégré de fait le Canada et le Mexique à leur espace économique. La création de l'ALENA en 1992 a renforcé cette intégration. Les États-Unis ont aussi noué des liens étroits avec le reste de l'Amérique latine, avec laquelle ils comptent constituer une vaste zone de libre-échange. Le Japon a développé d'intenses relations économiques et financières en Asie orientale, où ont émergé de puissants partenaires comme la Chine et la Corée du Sud. L'Union européenne a vu le nombre de ses membres passer de 15 à 27 en 2007, notamment par l'intégration de pays d'Europe centrale et orientale. De nombreux **ECHANGES** l'associent aux autres États d'Europe. Elle entretient aussi des relations privilégiées avec l'Afrique et les Antilles (accords comme ceux de Cotonou) et le Moyen-Orient. A noter que l'Est en recomposition peut devenir un enjeu pour chaque élément de la **TRIADE**.

1.2. La puissance économique de l'Union européenne

L'UE est une organisation politique et économique unique dans l'histoire. Elle ne doit en aucun cas être confondue avec l'Europe en général. Elle compte aujourd'hui 27 membres, sa création et son élargissement furent très rapides. Elle trouve son origine après la Seconde Guerre mondiale. Dès 1951, le projet de rapprocher les Européens passe par la coopération économique avec la CECA. Le traité de Rome crée en 1957 une union économique plus poussée, le Marché commun, entre six pays fondateurs. On voit donc que la recherche d'un leadership économique est l'un des principaux objectifs de la construction européenne. Il semble atteint puisque l'UE

est aujourd'hui un des trois **pôles** de la **TRIADE** et exerce son influence économique sur de nombreux territoires. Quels sont les aspects, les fondements et les limites de cette puissance économique ?

1.2.1. Les aspects de la puissance : un **pôle** de la **TRIADE**

L'Union européenne est le seul des trois **pôles** étudiés dont tous les Etats font partie du **NORD**. L'Union européenne, prise dans sa globalité, constitue la première puissance économique mondiale : son PIB dépasse celui des États-Unis (mais pour une population de 500 millions d'habitants, supérieure de 60 % à celle des États-Unis). En termes de commerce extérieur, si l'on ne tient pas compte des échanges entre les pays membres, l'UE est le premier exportateur mondial et devance assez largement la Chine et les États-Unis. Le commerce entre les États membres de l'Union représente, lui, le double du commerce extra-communautaire. Si l'on tient compte de la totalité des échanges, l'Union européenne constitue donc de loin le premier pôle de commerce international dans le monde, ses exportations représentant plus du triple des exportations des États-Unis et de la Chine et six à sept fois celles du Japon. Mais additionner les statistiques de chacun des 27 Etats a-t-il un sens quand aucun de ces Etats n'approche le PIB des États-Unis ou de la Chine ?

L'UE est le premier **pôle** mondial d'**ECHANGES** commerciaux : elle assure 38% du commerce mondial de marchandises, loin devant l'Amérique du Nord (22 %). Cette primauté s'explique par l'intensité exceptionnelle des **ECHANGES** intracommunautaires (65% du commerce de l'UE). **ECHANGES** intrarégionaux exclus, le commerce extracommunautaire de l'Union représente 19 % des exportations et 18 % des importations mondiales de biens et de services. Le commerce intra-européen s'est accru beaucoup plus rapidement que le commerce extra-européen. Les **ECHANGES** entre la France et l'Allemagne sont les plus importants du monde entre deux pays. Les partenaires de l'UE sont surtout les deux autres **pôles** de la **TRIADE**. La balance commerciale est globalement excédentaire. Elle reste déficitaire avec le Japon et les puissances d'Asie. Les pays ACP (Afrique Caraïbes Pacifique), notamment les anciennes colonies d'Afrique, sont encore des clients privilégiés (accords de Cotonou en 2000) même si leur part diminue. L'UE exporte principalement des produits manufacturés et des services avec, respectivement, 75% et 22% du total des exportations. Elle assure des **ECHANGES** internationaux de services, ce qui la place une nouvelle fois au premier rang. Cette première place dans le commerce mondial est une source de richesse puisqu'elle assure 14% du PIB de l'UE.

Dans chaque secteur du système productif, l'UE affiche de bons résultats. L'industrie européenne est la première au monde avec 20% de la valeur et de l'emploi mondiaux (Etats-Unis 15-16%). Ses points forts sont l'automobile (1^{er} rang mondial, Volkswagen, Renault, Fiat, Mercedes, BMW, Ferrari...), la sidérurgie, la chimie (Bayer), le pétrole (Shell, BP, Total...), l'électricité (Philips, Siemens...). Dans l'aérospatiale et l'aéronautique, elle se place au premier rang avec la fusée Ariane et Airbus. Airbus, succès technologique (A380) et commercial issu d'abord d'un consortium associant France et Allemagne puis Espagne et Royaume-Uni et ensuite de la coopération des groupes EADS et BAE Systems, a supplanté Boeing en 2004 pour le nombre d'appareils vendus. L'industrie chez les dix nouveaux membres a beaucoup souffert du passage à l'économie de marché. Elle renaît aujourd'hui avec les investissements occidentaux, notamment dans l'automobile (Volkswagen, Renault). De plus, une partie de l'industrie européenne est en cours de reconstruction. Dans certains cas, cette restructuration passe par des délocalisations vers des pays où la main d'œuvre est moins chère et moins protégée d'un point de vue social.

L'agriculture européenne est la deuxième exportatrice au monde. Elle concurrence aujourd'hui directement la puissante agriculture américaine, ce qui suscite des conflits (boeuf aux hormones, OGM...). Le système agricole européen, moderne et productif, se distingue dans le lait, la viande, le vin (58% de la production mondiale), les fleurs, les céréales (2^e exportateur mondial, 1^{er} producteur d'orge, 2^e pour le blé), le sucre (2^e producteur mondial). Parmi les nouveaux entrants, la Pologne dispose d'un important potentiel céréalier, la Slovaquie et la République tchèque ont un secteur agricole moins important mais les rendements sont meilleurs. Mais la logique productiviste connaît des limites (excédents, pollutions) qui expliquent la réorientation de la PAC (politique agricole commune), d'autant que le mécanisme de subventions est mis en cause par l'OMC.

Enfin, le domaine des services est lui aussi performant. Ils emploient 70% des salariés et assurent 70% du PNB. L'UE est le premier **pôle** touristique mondial. Le tourisme fournit beaucoup d'emplois et de revenus. Il représente 10 % des emplois en Espagne par exemple. Les banques, les assurances, les cabinets de conseil connaissent une forte croissance dans un contexte de **MONDIALISATION**. S'y ajoutent les chaînes de distribution (Carrefour, Spar, Casino) et les nouvelles technologies (SFR, Bouygues, Nokia). La part dominante de l'UE dans les **ECHANGES** internationaux de services démontre leur qualité.

Les FTN européennes sont bien classées. 53 firmes européennes sont parmi les 100 plus grandes **multinationales**. Unilever, Carrefour, Philips emploient environ 200 000 personnes dans le monde. L'UE est la première émettrice d'IDE avec 50 % de la masse mondiale. C'est aussi le premier bénéficiaire d'IDE dans le monde. Ces investissements proviennent en particulier des États-Unis et du Japon. Mais il convient de noter que la majorité des IDE des pays européens sont des investissements intra-européens et que, malgré d'importants mouvements de fusion et de concentration, le poids des FMN européennes reste inférieur à celui des grandes entreprises américaines. On trouve également des bourses importantes surtout à Londres (City). En 2000-2002, Paris, Bruxelles, Amsterdam et

Lisbonne ont constitué une union boursière (Euronext) qui capitalise 1500 milliards de \$ (contre 1800 pour Londres, 2100 pour Tokyo et 9000 pour New York). Avec la **MONDIALISATION**, les entreprises s'implantent sur tous les continents. Dans les pays du **SUD**, elles délocalisent leurs usines pour le faible coût de la main-d'oeuvre. Elles s'installent aussi sur les marchés porteurs et d'avenir : les investissements européens ont considérablement augmenté dans les pays de l'ALENA, de l'Asie industrialisée ou émergente et, dans une moindre mesure, en Europe de l'Est et en Amérique latine. Par son alliance avec Nissan, le constructeur automobile Renault a pu par exemple pénétrer de nouveaux marchés. Le groupe est ainsi présent dans 31 pays dont 9 en Asie orientale. L'économie de l'UE est donc bien intégrée au système monde. Quels sont les fondements de cette puissance ?

1.2.2. Les fondements de la puissance : l'UE renforce une puissance économique ancienne

La puissance économique actuelle s'appuie sur des fondements anciens, les pays européens étant entrés dès la fin du 18^e s., dans l'ère industrielle. Avec la **MONDIALISATION**, l'UE œuvre pour maintenir cette puissance.

L'UE compte 500 millions d'habitants, c'est le **pôle** le plus peuplé de la **TRIADE**. La population est globalement riche : le PIB/hab est à l'indice 280 pour l'UE à 27 (base 100 : monde). Elle dispose d'un pouvoir d'achat élevé. L'importance du marché doit logiquement s'accroître avec l'entrée récente de 12 nouveaux pays.

Le **réseau** de transport européen est depuis longtemps développé. Aujourd'hui, il est particulièrement dense et assure la fluidité et la cohérence de l'espace communautaire. Les **réseaux** ferrés et terrestres sont particulièrement denses le long de la Mégalopole. Des grands travaux ont été menés, d'autres sont en projet pour relier plus efficacement les pays membres : tunnel sous la Manche, pont de l'Oresund entre Danemark et Suède, tunnels alpins du Mont Blanc ou du Saint-Gothard. Des lignes ferroviaires à grande vitesse (Lyon-Turin, Montpellier-Barcelone-Madrid) sont en projet pour une meilleure intégration des espaces périphériques à la Mégalopole. Le port de Rotterdam est le premier port mondial malgré les difficultés d'accès par le pas de Calais. Il constitue une interface entre l'UE et le reste du monde.

Ce sont surtout les deux **métropoles** mondiales qui tirent profit de la **MONDIALISATION** : Londres et Paris constituent les principaux centres de pouvoir. Les sièges sociaux des grands groupes s'y concentrent (60 à Londres et 50 à Paris). Les deux villes polarisent une grande part de la richesse de leur pays. Londres est une place financière majeure avec la City et Paris un centre du tourisme mondial. D'autres **métropoles** européennes se distinguent car l'UE est une aire de puissance polycentrique. Leur influence se limite à un domaine spécifique : la finance pour Francfort (quartier de Mainhattan, Banque centrale européenne), la politique pour Bruxelles (capitale européenne).

Depuis l'origine, l'UE a toujours agi pour favoriser le **DEVELOPPEMENT** économique : création du Marché commun en 1957, accords de Schengen en 1995 ont permis la libre circulation des hommes et des marchandises. La PAC, mise en place en 1962, devait permettre l'autosuffisance alimentaire. L'agriculture est modernisée pour accroître sa productivité, les prix de vente sont garantis aux paysans. Le succès est tel qu'il y a crise de surproduction à partir des années 1980. L'œuvre la plus spectaculaire de l'UE dans le domaine économique est la création de l'euro, mis en circulation le 1er janvier 2002. Cette nouvelle monnaie permet une meilleure coordination des politiques économiques de chaque État-membre, elle facilite les **ECHANGES** et renforce la puissance. Les critères de convergence établis en 1992 (Maastricht) obligent les Etats à accepter une discipline commune (inflation, déficit, dette). Enfin le FEDER (Fonds européen de développement régional) a permis d'opérer des rééquilibres spatiaux et de mettre en place une politique d'aménagement du territoire à l'échelle européenne, en favorisant par exemple les régions transfrontalières grâce aux fonds structurels. L'émergence d'une puissance économique et commerciale capable de peser sur les **ECHANGES** est le principal succès de l'UE. Pourtant, dans ce domaine aussi, l'Union connaît des difficultés.

1.2.3. Les limites de la puissance : de nombreux défis à relever

Développer la recherche est le seul moyen pour maintenir la compétitivité économique et être présent sur les marchés de l'avenir. La Recherche-Développement de l'UE est performante, les programmes Eurêka (programme de coopérations transnationales industrielles et technologiques) et Galileo (programme de lancement de satellites de positionnement et de navigation) en témoignent. Aujourd'hui, ce sont les TIC (Technologies de l'information et de la communication) qui paraissent les plus prometteuses. Mais l'exemple de Nokia, entreprise finlandaise, est isolé. Les États-Unis et le Japon ont bien compris ce rôle central de la recherche : ils y consacrent respectivement 2,8% et 3,1 % de leur PIB. En 2002, le Conseil européen de Barcelone entend se placer au même niveau : il souhaite atteindre 3% du PIB en 2010. Mais les orientations actuelles ne vont pas dans ce sens : la France a baissé les crédits publics accordés à la recherche, l'UE n'y consacre globalement que 1,9% de son PIB. Les entreprises ne font pas les efforts suffisants, les PME ont des dépenses en R&D faibles, et les grands groupes ont leurs laboratoires installés aux États-Unis où se trouvent les « cerveaux », parmi lesquels beaucoup d'Européens. On voit bien que l'UE ne consent pas l'effort de recherche nécessaire, c'est donc l'avenir du système productif européen et sa puissance économique qui sont en péril.

L'UE a déjà mené de grands projets économiques avec succès (PAC, Airbus, Euro). Ces bons résultats ne suffisent pas à convaincre les États-membres de l'indispensable cohérence des politiques économiques. Chacun voit

avant tout ses intérêts nationaux. Des pays importants de l'UE, le Royaume-Uni, le Danemark, la Suède n'ont pas adopté l'Euro. D'ailleurs, celui-ci peine à s'imposer dans les **ECHANGES** internationaux face au dollar. La contribution de l'Euro à la puissance européenne est ambiguë. En effet, la parité de l'Euro témoigne de la confiance accordée à cette monnaie nouvelle. Elle permet également de réduire le coût de la facture énergétique puisque la plupart des transactions concernant les hydrocarbures se font en dollar. Cependant, le cours élevé de l'Euro par rapport au dollar pénalise les exportations européennes vers les Etats-Unis. Dans les transports, peu d'ouvrages ont finalement été réalisés pour relier plus efficacement les différents pays. Les grands travaux proposés par la Commission n'ont pas encore vu le jour. Le voltage des **réseaux** ferrés peut encore être différent entre deux pays limitrophes.

Avec l'augmentation de l'espérance de vie et la baisse du taux de fécondité (1,4 au lieu de 2,1 nécessaire au renouvellement des générations), le vieillissement de la population européenne semble inéluctable. Chez les dix nouveaux membres, la fécondité est encore plus faible et les pays Baltes voient même leur population diminuer. C'est ce qui attend l'UE à partir de 2010. Les politiques restrictives en matière d'immigration limitent les solutions. Pour soutenir un niveau stable de population, il faudrait accueillir 1,6 million d'immigrés contre 800 000 actuellement. Le vieillissement de la population atteint l'économie à moyen terme car il réduit la demande. Une plus grande part des richesses est également consacrée aux dépenses sociales (retraites et Sécurité sociale). Il peut à terme plonger l'UE dans une lente récession économique. La croissance moyenne de l'UE passerait à 2,3% par an en 2020 puis à 1,1% jusqu'à 2050. Mais les politiques familiales (congrés maternité, aménagement du temps de travail, allocations familiales) coûtent très cher. La plupart des États de l'UE ne les mettent donc pas en place. Les politiques sociales étant de la compétence des États, rien n'est entrepris à l'échelle de l'UE pour enrayer ce déclin.

La faiblesse politique de l'UE l'empêche encore de mener une réelle politique industrielle, budgétaire, scientifique, démographique et d'aménagement du territoire commune et cohérente. Cela est en partie lié au poids différent des Etats dans les décisions et à leurs divergences sur ces questions. On pourrait d'ailleurs se demander si l'inégal niveau d'intégration dans l'espace économique mondial des régions européennes n'est pas aussi une limite de sa puissance.

1.3. Le **réseau** mégalopolitain et métropolitain mondial

En étudiant la concentration du Nord-est des Etats-Unis, le géographe français J. Gottmann forge, à partir de racines grecques, le terme de **mégalopole**. Une **mégalopole** désigne des aires urbaines géantes plus ou moins continues aboutissant à une exceptionnelle concentration de personnes, d'activités et de pouvoirs. En 1996, est publié en France l'ouvrage de la géographe Saskia Sassen, *La Ville globale. New York, Londres, Tokyo*. L'expression de **ville mondiale** (ou ville **globale**) désigne les **métropoles** se situant au niveau supérieur de la hiérarchie urbaine à l'échelle mondiale. Aujourd'hui, dans un contexte de **MONDIALISATION**, au sommet de la hiérarchie des **métropoles**, quelques villes ont des niveaux de déterritorialisation tels qu'elles fonctionnent en quasi-apesanteur. Loin d'être rivales, elles s'inscrivent dans un même **réseau** planétaire qui transcende les frontières et ronge la souveraineté de leurs États respectifs. Le volume des **ECHANGES** entre ces **métropoles** a énormément augmenté de telle sorte qu'émerge alors "la possibilité d'un lien systémique autre que la compétition - sorte de système urbain avec des points d'appui internationaux" (S. Sassen).

Enfin, ce phénomène s'étend à des **métropoles** intégrées ou **métropoles-relais** qui elles aussi participent à la **MONDIALISATION**. Toujours en 1996, le géographe français Olivier Dollfus dans une étude sur l'**OLIGOPOLE MONDIAL** parle d'un Archipel Métropolitain Mondial (AMM) constitué de "l'ensemble des villes qui contribuent à la direction du monde". Symboliques des processus de globalisation, elles favorisent la synergie entre les diverses formes du secteur tertiaire supérieur (recherche, innovation, activités de direction).

1.3.1. **Mégalopoles** et **villes mondiales**

On distingue habituellement trois **mégalopoles** dans le monde, aux Etats-Unis, au Japon et en Europe. Une **mégalopole** est structurée autour d'un système efficient de transports et joue un rôle d'interface. C'est un espace qui n'est pas toujours homogène mais qui possède des centres d'accumulation et de reproduction du capital et des centres de commandement. La **mégalopole** se distingue d'une conurbation par ses dimensions spatiales et son poids démographique. Par ailleurs, l'urbanisation n'y est pas forcément continue : elle peut inclure des espaces ruraux, naturels (forêts, zones humides), des poches de marginalité. À la différence de la **métropole**, la **mégalopole** ne relève plus d'une gestion locale, de proximité.

La **ville mondiale** ou **globale** ne doit pas être confondue non plus avec la **mégapole**. Une **mégapole** (megacity dans la terminologie des Nations Unies) est une "super-métropole", une ville géante concentrant, selon les sources, des populations égales ou supérieures à 8 ou 10 millions d'habitants. Or ce n'est pas l'importance de la population qui fait la **ville mondiale** ou **globale**, mais son intégration dans l'économie mondiale : cosmopolitisme, savoir-faire et faire savoir (communications), aménités, liaisons au reste du monde, services rares (experts, avocats internationaux,

interprètes). Lieux et milieux où se concentrent les pouvoirs centraux des entreprises et de l'économie mondiale, elles résultent d'une double et paradoxale dynamique de :

- dispersion (délocalisations - relocalisations des activités de productions de biens),
- centralisation des fonctions de coordination, de prévision et de gestion mondialisées.

On peut s'étonner qu'à la dispersion des lieux de production corresponde une juxtaposition des lieux de décision. En fait la décision, la recherche doit se situer là où se concentrent l'information, la formation, la création et même si les moyens modernes de communication (Internet) permettent la communication à distance, rien ne remplace la "fertilisation croisée" qui reste liée à la proximité. En fait, si la ville offre tant d'attraits (même comme lieu de production d'ailleurs et pas seulement comme lieu de commandement), c'est qu'elle a peut-être retrouvée une de ses fonctions principales, celles de carrefour car la globalisation génère des **FLUX** sur des axes qui se croisent au carrefours, les noeuds. Ainsi, plus l'économie s'internationalise et plus les fonctions de contrôle des grandes firmes s'agglomèrent dans un petit nombre de sites. Il n'y a que trois villes **globales** à l'échelle mondiale : New York, Londres et Tokyo ont le pouvoir économique (sièges sociaux des FMN), les plus grandes bourses (Wall Street, Kabuto Cho), les plus grandes universités ainsi que les centres de recherche. Les autres grandes **métropoles** mondiales ne seraient "globales" qu'à des échelles régionales : Paris, Chicago, Los Angeles, Hong Kong, Singapour

1.3.2. Archipel métropolitain et **métropoles-relais**

Les espaces urbains dominants fonctionnent en système, d'où l'image d'un archipel constitué d'"îles" qui concentrent entre elles l'essentiel du trafic aérien et des **FLUX** de télécommunication : 90 % des opérations financières s'y décident et 80 % des connaissances scientifiques s'y élaborent. Les villes de l'AMM sont donc d'abord des **métropoles** mondiales, des "villes mères", productrices d'activités et de richesse. Ainsi le PUB (Produit Urbain Brut) de l'agglomération de Tokyo est quasi égal au PIB de la France et il est deux fois supérieur à la richesse globale de la Chine, celui de New York est près de trois fois supérieur au PIB de l'Inde, etc.

L'idée d'archipel mondial se distingue de celle du "village global" popularisé par le Canadien Marshall Mac Luhan (*La Galaxie Gutenberg* - 1962) qui pressentait l'émergence d'une "tribu mondiale" fondée sur la généralisation des moyens de communication électroniques. En effet, l'archipel suggère plutôt l'isolement et la fragmentation, et évoque, comme en négatif, les espaces laissés-pour-compte de la **MONDIALISATION**. La surconcentration constatée des activités dans les **mégapoles** vient en partie contredire certaines prospectives dominantes des années 1960 à 1990 : elles insistaient alors sur la dispersion des activités, la montée en puissance des moyens de transport et de communication permettant, en théorie, un étalement des activités créatrices. Pourtant, le phénomène de dispersion n'a pas eu lieu. Car pour fonctionner, les activités des services avancés (la finance, l'assurance, l'immobilier, le conseil, l'assistance juridique, la publicité, le design industriel, le marketing, les relations publiques, la sécurité, la recherche d'informations et la gestion des systèmes d'informations, mais aussi la recherche, le développement et l'innovation scientifique) bénéficient d'économies d'agglomération, de synergies et externalités positives et dépendent de ressources qui sont de moins en moins génériques, transférables ou interchangeables. Seuls les lieux combinant diversité et complexité sociales, proposant un tissu d'interrelations intégrées et denses qui relèvent parfois de contacts hasardeux ou aléatoires, peuvent prétendre intégrer cet AMM.

La **métropolisation** est un processus de concentration de la population et des activités dans des zones urbaines de grande taille. Une **métropole** est une ville importante capable d'organiser l'espace qui l'entourne en fonction de ses besoins. C'est un **pôle** urbain majeur doté de fonctions de commandement et d'activités de niveaux national et international et exerçant un rayonnement sur un vaste territoire. C'est avant tout une place centrale, un lieu décisionnel. Le poids et la croissance démographiques ne sont pas des critères déterminants. On notera que certaines agglomérations africaines, multi-millionnaires, n'ont pas forcément tous les attributs de la **métropole**. Ces très grandes villes concentrent plus particulièrement les pouvoirs économiques et financiers (sièges sociaux des grandes entreprises, bourses des valeurs et bourses de commerce, banques...). Par leurs capacités d'innovation et d'investissement, elles sont des **CENTRES D'IMPULSION** de l'économie mondiale, des **pôles** de commandement qui étendent leur domination sur une grande partie de la planète. De plus en plus, elles fonctionnent en **réseau**, entretenant des relations de concurrence mais aussi de complémentarité, du fait notamment des prises de participation croisées de leurs grandes entreprises. Par la vertu de son centre, la **métropole** contrôle, présente, distribue, rassemble. En 2000, les statisticiens des Nations Unies estimaient le nombre des **métropoles** à 400 dans le monde, englobant 20% de la population de la planète. Bien entendu, toutes ne sont pas de même rang, ne sont pas dotées des mêmes fonctions. Une **métropole** internationale, de rang mondial, est dotée de fonctions directionnelles, de services supérieurs, de capacités d'innovation scientifique et technologique (technopôles). Elle entretient d'importants **réseaux** internationaux et bénéficie d'excellentes conditions d'accessibilité, d'accueil et d'hébergement et d'effets d'image positifs. Une **métropole** de rang global, international, ne pourra être définie, analysée comme une simple **métropole** régionale.

Parmi ces **métropoles**, on en distingue une quinzaine qui jouent le rôle de relais dans le **réseau** urbain mondial :

- Mexico, Sao Paulo et Rio de Janeiro, relais surtout de la **mégapole** américaine
- Lagos, Johannesburg, Dubaï, Bahreïn et Moscou, relais surtout de la **mégapole** européenne
- Shanghai, Séoul, Taïpeh, Bangkok, Bombay et Sydney, relais surtout de la **mégapole** japonaise

Conclusion

- réponse à la problématique :

Il y a donc des **CENTRES D'IMPULSION** à différentes échelles. Au niveau mondial, ce sont les **pôles** de la **TRIADÉ**. A l'échelle régionale, ce sont les **mégalopoles** et les **métropoles-relais**. A l'échelle locale, ce sont les grands quartiers d'affaires.

- ouverture du sujet :

A ces différentes échelles, on observe aussi de profondes **INEGALITES DE DEVELOPPEMENT**.

Leçon n° 2. Un espace mondialisé marqué par des inégalités de développement et une diversité des Nord et des Sud

Introduction

- définition du sujet (termes et cadrage) :

À l'échelle mondiale, l'inégal développement et la diversité des **NORD** et des **SUD** peuvent se mesurer à l'aide de quelques indicateurs cartographiables.

On peut donc ensuite réaliser, à partir de ces indicateurs, une typologie spatiale (déjà présentée en classe de Seconde). La distinction **NORD/SUD** traduit la géographie actuelle du **DEVELOPPEMENT** dans le monde. Globalement, la production mondiale reste concentrée au Nord : la trentaine de pays industrialisés (à peine plus de 15 % de la population mondiale) produisent encore 50 % du PIB mondial. Cette distinction mérite cependant d'être relativisée car le **NORD** compte aussi des espaces de moindre **DEVELOPPEMENT**. Globalement, des centres secondaires ou émergents – les dénominations peuvent varier – méritent d'être présentés (en Amérique latine, en Asie méridionale, ... par exemple). L'Asie et l'Amérique latine sont entrées dans une dynamique de croissance. Aux nouveaux pays industriels des années 1970 engagés dans la voie du **DEVELOPPEMENT** — pays d'Asie orientale (Corée du Sud, Singapour, Taïwan) et pays d'Amérique latine (Brésil, Mexique) —, se sont ajoutés dans les années 1990 les deux géants d'Asie — Inde et Chine. L'Afrique subsaharienne est restée en marge de cette dynamique : le niveau de vie stagne depuis 50 ans, les PNB sont très faibles, sa part dans les **ECHANGES** mondiaux ne cesse de diminuer.

Enfin, on s'intéressera à quelques manifestations concrètes, envisagées à différentes échelles, des **RETARDS DE DEVELOPPEMENT**, par exemple : l'accès insuffisant à l'éducation, à l'eau potable, aux soins ; la pauvreté de masse liée notamment au sous-emploi, ...

- problématique :

La distinction **NORD/SUD** suffit-elle à traduire la géographie actuelle du **DEVELOPPEMENT** dans le monde ?

- annonce du plan :

Nous verrons d'abord comment mesurer l'inégal **DEVELOPPEMENT**. Puis nous étudierons la diversité des **NORD** et des **SUD**. Enfin nous verrons les manifestations des **RETARDS DE DEVELOPPEMENT**.

2.1. La mesure de l'inégal **DEVELOPPEMENT**

Le terme de **DEVELOPPEMENT** a fait l'objet de nombreux débats parmi les spécialistes, non seulement géographes mais aussi économistes ou sociologues. Le problème du **DEVELOPPEMENT** et de ses inégalités prend une ampleur nouvelle dans le contexte de la décolonisation et de l'émergence de ce qu'Alfred Sauvy en 1952 appelle le Tiers Monde, en référence à une conception tripartite du monde. A cette conception fortement géopolitique du monde, s'est substitué une vision plus économique qui souligne les retards de certains pays par rapport à d'autres. Le **DEVELOPPEMENT** désigne l'accroissement des richesses associé à l'amélioration des conditions de vie d'une population sur un territoire et va donc au-delà de la simple croissance économique. Le **DEVELOPPEMENT** est le plus souvent mesuré à l'échelle mondiale pour comparer des Etats, à l'aide de multiples critères. Mais il doit aussi se mesurer aux échelles nationale, régionale ou locale car, au sein d'un même territoire, les niveaux de **DEVELOPPEMENT** peuvent être très différents.

Dans l'ensemble, on peut noter une amélioration générale du **DEVELOPPEMENT** humain puisqu'en 1960 2/3 des 114 pays se trouvaient dans une situation de faible **DEVELOPPEMENT** humain, ils ne sont plus qu'1/3 aujourd'hui. De même le nombre de pays à fort **DEVELOPPEMENT** humain n'a cessé de s'accroître.

2.1.1. De très importants écarts de richesse et de niveau de vie

Les écarts de **DEVELOPPEMENT** s'expriment tout d'abord par l'ampleur des richesses disponibles. Dans le monde, 16 % de la population possède 80 % des richesses mondiales, alors que les 16 % les plus pauvres n'en possèdent que 5 %. Les critères économiques les plus utilisés sont le PNB (Produit national brut, ensemble des valeurs ajoutées créées par les entreprises d'un pays, que leur activité s'exerce dans ce pays ou à l'étranger) et PIB (Produit intérieur brut, ensemble des valeurs ajoutées produites par les agents économiques résidant dans le pays) en tenant de plus en plus compte des différences de pouvoir d'achat des différentes monnaies et du coût de la vie (PPA, parité de pouvoir d'achat). Le RNB (revenu national brut) est calculé en mélangeant le PIB, le PNB et les remises (transferts envoyés par les travailleurs nationaux à l'étranger). Ces critères sont purement économiques car basés sur la production des différents pays. Ils font apparaître de grandes diversités : de 60\$ de PNB/hbt/an au Mozambique à 3 260\$ pour la Suisse. L'écart entre les pays à plus faible revenu et les 23 pays aux plus hauts revenus est de 1 à 57 ; 67 pays se trouvant dans une catégorie intermédiaire. Cette inégale répartition de la richesse

traduit les poids économique très différents des pays et l'inégale industrialisation. Mais cette richesse n'est pas forcément mise au service du **DEVELOPPEMENT** (exemple des pays pétroliers).

Le seuil de pauvreté est le niveau minimal de ressource requis pour satisfaire ses besoins élémentaires. Le montant varie évidemment selon les pays. Il est fixé à 1 dollar ppa par jour (2 dollars dans les pays du **NORD**). En 2003, 1,2 milliard de personnes sont situées sous ce seuil (2,8 milliards sous les 2 dollars ; 2,4 en 2000), dont 488 millions en Asie du Sud (40 % des habitants de la zone), 315 en Afrique saharienne (46 %), 279 en Asie orientale (15 %). Avec la transition des pays de l'Est, ces derniers dépassent en chiffres absolus l'Amérique latine (97 millions de pauvres contre 57).

Les inégalités sont aussi très fortes en ce qui concerne le **DEVELOPPEMENT** humain. Le niveau de vie permet de mesurer les aspects socioculturels du **DEVELOPPEMENT**. Globalement le **SUD** a une espérance de vie plus réduite (qui traduit un encadrement médical déficient, une situation alimentaire moins satisfaisante, etc.) ; un niveau d'instruction plus bas (45 à 50 % des adultes d'Asie du Sud et d'Afrique sont analphabètes) ; un respect moins avancé des droits des hommes (travail des enfants, infériorité de la femme, violences politiques)...

Afin de mesurer avec plus de finesse le **DEVELOPPEMENT**, un organisme de l'ONU, le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) a créé en 1990 l'indicateur de développement humain (IDH) qui combine l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'instruction (par le taux d'alphabétisation et le nombre moyen d'année d'étude) et le revenu disponible par habitant (PIB ppa). L'échelle va de 0 à 1 : en dessous de 0,5 la situation est très difficile et au dessus de 0,9 la population est considérée comme riche. Les situations les plus favorables s'approchent de 1 (Canada 0,960, France 0,946) ; les plus défavorables s'établissent à 0,187 (Rwanda) et 0,176 (Sierra Leone).

Depuis 1994, le PNUD utilise un autre critère, l'IPH (Indicateur de la pauvreté humaine) pour combler les manques de l'IDH. Au contraire de ce dernier, qui est un chiffre absolu ne prenant en compte que les moyennes, l'IPH mesure (en %) la proportion de population exclue du **DEVELOPPEMENT**. Les bases de calcul sont différentes entre les PED (pays en développement) et les PID (pays industriels développés). Pour les PED, sont pris en compte : le % de personnes risquant de décéder avant 40 ans, le % d'adultes analphabètes, le % de personnes privées d'accès à l'eau potable et aux services de santé, le % d'enfants de moins de 5 ans souffrant de sous-nutrition. Pour les PID, sont retenus : le % de personnes risquant de décéder avant 60 ans, le % de personnes illettrées, le % de personnes vivant avec un revenu inférieur au seuil de pauvreté et le taux de chômage de longue durée. États-Unis et Royaume-Uni ont le plus fort IPH du **NORD** (plus de 14 %).

2.1.2. Des problèmes démographiques opposés entre **NORD** et **SUD**

La **transition démographique** est le passage d'un ancien régime démographique caractérisé par des niveaux de natalité et de mortalité élevés (équilibre à faible accroissement naturel) à un nouveau régime démographique caractérisé par des niveaux de natalité et de mortalité faibles (équilibre à faible accroissement naturel à nouveau). Entre temps, dans la phase dite de transition proprement dite, l'accroissement naturel augmente du fait du décalage entre la baisse précoce de la mortalité et celle plus tardive de la natalité. Certains spécialistes ajoutent désormais, pour quelques pays du **NORD**, une autre phase (récession) où la natalité continue de baisser et où l'accroissement est négatif.

Cette transition est inégalement avancée selon les régions du monde. La situation démographique oppose aussi **NORD** et **SUD** : vieillissement des pays du **NORD** ; croissance démographique et poids des jeunes dans le **SUD**. Les rythmes de **transition démographique** diffèrent dans les **SUD** car certains pays, soit par des politiques de croissance économique, soit par des politiques de restriction des naissances ont freiné leur croissance (fécondité inférieure à 2,5). D'autres sont au cœur de leur transition avec une fécondité élevée : leur indice synthétique de fécondité (ISF), c'est-à-dire le nombre moyen d'enfants par femme en âge de procréer, s'étale de 3 à 6. L'écart entre le pays le moins développé –Guinée- et le mieux développé –Canada- est alors de 1 à 4,9.

2.2. La diversité des **NORD** et des **SUD**

Existe-t-il alors une limite entre le **NORD** et le **SUD** ? Cette question est d'autant plus délicate qu'elle suppose une relative homogénéité du **NORD** et du **SUD**, ce qui n'est pas le cas. De plus, à quelle échelle se placer pour parler de modèle **CENTRE-PERIPHERIE**, sachant qu'une **PERIPHERIE** des **CENTRES D'IMPULSION** peut être elle-même un **CENTRE** pour des **PERIPHERIES** moins intégrées ?

2.2.1. Limite **NORD/SUD** et modèle **CENTRE-PERIPHERIE**

On constate une opposition entre pays riches et pauvres, mais celle-ci ne se réduit pas simplement à une opposition **NORD/SUD** qui opposait en fait les anciennes **métropoles** européennes et les États-Unis aux anciens pays colonisés essentiellement situés au **SUD**. Dans les années 1950, le **NORD** recouvrait les pays d'Europe Occidentale, les États-Unis d'Amérique, l'URSS et les pays satellites, le Japon, l'Australie, l'Afrique du Sud et le Brésil.

La formulation pays industriels développés (PID), utilisée conjointement, est en réalité synonyme de **NORD**. Le terme de **NORD**, opposé au **SUD**, cherche à rendre compte de la différenciation entre pays riches et pays pauvres. La référence aux points cardinaux est évidemment à relativiser. Beaucoup de pays pauvres sont au nord de l'Équateur ; certains pays de l'hémisphère Sud, comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande, font partie des pays riches. L'usage fréquent du pluriel (les **NORD**, les **SUD**) souligne la diversité des situations. Le terme de Tiers Monde pour désigner les pays pauvres s'est diffusé dans les années 1950. La disparition du bloc communiste, les dissensions politiques, les écarts croissants dans les niveaux de **DEVELOPPEMENT** de ces pays l'ont rendu aujourd'hui peu signifiant. On l'utilise encore, mais le plus souvent au pluriel pour souligner sa diversité interne. Les formulations pays sous-développés, pays en voie de développement, en réalité synonymes, ont été utilisées conjointement avec celle de Tiers-Monde. La plus récente expression était celle de pays en développement (PED). Le terme de **SUD** cherche à rendre compte, suite à une certaine usure des termes précédents, de la différenciation entre pays riches et pays pauvres.

Les pays du **NORD**, qu'on appelle aussi généralement les pays développés, sont ceux qui d'une part ont connu une révolution industrielle précoce, le plus souvent au XIXe, et qui d'autre part maîtrisent leur évolution démographique, c'est à dire des pays qui ont achevé leur **transition démographique**, avec des taux d'accroissement naturel aujourd'hui relativement faibles. Les pays du **SUD**, eux, ont connu une industrialisation plus tardive, avec des industries qui sont en général moins diversifiées qu'au **NORD**. Beaucoup de ces pays du **SUD** n'ont pas encore de véritable maîtrise de leur démographie, beaucoup sont toujours en cours de **transition démographique**, avec des taux d'accroissement naturel plus élevés et parfois même très élevés, qui handicapent dans un certain nombre de cas leur **DEVELOPPEMENT**.

Indissociables, les deux notions de **CENTRE** et de **PERIPHERIE** ont une signification spatiale (le **CENTRE** est au milieu et la **PERIPHERIE** autour) mais surtout hiérarchique (le **CENTRE** domine la **PERIPHERIE**). Presque tous les **CENTRES** sont aussi des **PERIPHERIES**, et vice versa : tout dépend de l'échelle du système spatial considéré. Une **métropole** du **SUD** est un **CENTRE** pour les régions qui l'entourent, mais c'est une **PERIPHERIE** du **NORD**. Seules les **villes mondiales** sont exclusivement des **CENTRES** et les espaces ruraux enclavés exclusivement des **PERIPHERIES**.

Aujourd'hui, la frontière entre le **NORD** et le **SUD** n'est plus fixe : on a vu émerger des **NORD** et apparaître des **SUD**. Le **NORD** semble s'étendre vers le **SUD** notamment avec l'émergence des pays du Sud-Est Asiatique, de l'Amérique Centrale et Latine (Brésil, nord du Mexique...). En revanche le **SUD** s'étend au **NORD** notamment dans les pays de l'ex-URSS et de l'Europe de l'Est. Si l'on veut dessiner une limite entre pays du **NORD** et pays du **SUD** aujourd'hui, on pourrait la faire passer entre les États-Unis et le Mexique sur le continent américain, entre l'Europe et l'Afrique tout en englobant Israël dans les pays du **NORD** et en laissant de côté la Turquie, entre la Russie et les anciennes républiques asiatiques de l'URSS, la Mongolie et la Chine. En arrivant sur le Pacifique, on inclut dans les pays du **NORD**, la Corée du Sud, Taiwan, Singapour, des États qui ont à la fois rattrapé leur retard industriel et achevé leur **transition démographique**. Sans oublier bien sûr, l'Australie et la Nouvelle Zélande, qui appartiennent elles, à tous points de vue, aux pays du **NORD**.

2.2.2. Plusieurs **NORD**

En ce qui concerne les pays du **NORD** pour commencer, on peut distinguer plusieurs types de situations. D'abord par exemple les pays de la **TRIADÉ** : les États-Unis (qu'on peut représenter de façon particulière comme la seule **superpuissance**) et le Canada, l'Union Européenne, le Japon, pays qui sont les plus riches, les plus développés, qui ont un IDH très élevé, ce qui s'explique justement parce qu'ils sont aussi les **pôles** moteurs de l'économie mondiale.

En relation étroite avec ces trois **CENTRES D'IMPULSION**, on trouve, toujours au **NORD**, des pays comme la Norvège, l'Islande, la Suisse, Israël, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, mais aussi les Dragons (Corée du Sud, Taiwan et Singapour, Hong Kong ayant été intégré à la Chine en 1997) tous ces pays que l'on peut considérer comme des pays relais de la **TRIADÉ**, et qui ont aussi un niveau de **DEVELOPPEMENT** très élevé.

Troisième catégorie, les pays de l'Est et de l'ex-URSS, qui viennent de finir leur transition économique, mais qui souffrent encore des séquelles de ce passage d'une économie dirigée vers une économie libérale, ce qui explique dans plusieurs de ces pays une certaine stagnation du niveau de **DEVELOPPEMENT** voire un **mal-développement** (processus de croissance qui bénéficie à une minorité d'individus et à des espaces réduits, alors que le plus grand nombre demeure dans la misère, ce qui accentue les **DISPARITES SOCIO-SPATIALES**). Le **re-développement** est la situation originale d'un pays anciennement développé et aujourd'hui mal-développé voire sous-développé qui cherche à se recomposer : c'est le processus dans lequel la Russie s'est engagée.

2.2.3. Des **SUD** très hétérogènes

On peut préciser pour commencer qu'il existe des régions du monde pour lesquelles la question du **DEVELOPPEMENT** ne se pose pas puisqu'elles ne sont pas ou très peu peuplées du fait de très fortes contraintes naturelles. Ces angles morts sont des espaces soumis à l'enclavement, très peu peuplés et non développés, territoires de l'immobile et de l'immuable. Ils peuvent être représentés pour commencer : forêt dense de l'Amazonie et du sud

de l'Afrique, régions polaires d'Amérique et d'Eurasie, déserts du Sahara, de l'Asie centrale et du nord de l'Australie. Ce sont donc des **PERIPHERIES DELAISSEES**.

On peut commencer par ce qu'on appelle les **pays émergents**. Ce sont des PED connaissant depuis une trentaine d'années une croissance économique, une participation plus grande au commerce mondial, une arrivée d'IDE en provenance du **NORD** et un **DEVELOPPEMENT** humain assez élevé (IDH souvent supérieur à 0,7). L'intégration à la **MONDIALISATION** y progresse rapidement. On donne souvent ce titre à des pays assez peuplés (Chine littorale, une partie de l'Inde, sud-est du Brésil, Mexique, Afrique du Sud). On peut étendre cette appellation à d'autres pays comme l'Uruguay et l'Argentine, la Thaïlande. Depuis 2000, le nombre de pays émergents - c'est-à-dire ceux dont la croissance moyenne par habitant équivaut à plus du double de celle des pays industrialisés à revenu élevé - est passé de 12 à 65. Ce sont des **PERIPHERIES INTEGrees**.

Deuxième catégorie de pays du **SUD** que l'on peut aisément identifier, ce sont les pays pétroliers, à savoir sur le continent américain le Venezuela, la Libye, l'Algérie, le Nigeria et le Gabon en Afrique, et plusieurs pays du Moyen-orient comme l'Arabie Saoudite, l'Irak, le Koweït, les Emirats Arabes Unis, le Qatar, Oman, l'Iran. Le point commun entre ces pays est que l'IDH augmente grâce surtout à la rente pétrolière, même s'il subsiste dans un certain nombre de cas des problèmes de maîtrise démographique ou d'alphabétisation entre autres. Ce sont donc elles aussi des **PERIPHERIES INTEGrees**.

Troisième groupe de pays que l'on peut distinguer, il s'agit des PMA, les Pays les Moins Avancés. L'expression PMA a été créée en 1971 par l'ONU pour désigner des pays caractérisés par une grande pauvreté (PIB ppa inférieur à 900 dollars par habitant), des populations largement analphabètes (moins de 20 % d'alphabétisation), une faible intégration dans l'économie mondiale (industrie inférieure à 10 % du PIB), une grande vulnérabilité aux famines aux épidémies et aux risques naturels. Ils sont aujourd'hui 49 contre 24 en 1971. Sur ces 49 Etats, les deux tiers en Afrique subsaharienne (de la Mauritanie à Madagascar). Leurs 689 millions d'habitants ont un PIB cumulé comparable au PIB autrichien. Seul le Botswana a pu quitter les PMA tandis que le Sénégal les a rejoints. On peut ajouter à ces PMA africains, le Yémen dans la péninsule arabique, et quelques pays d'Asie comme l'Afghanistan, le Pakistan, le Népal et enfin le cas d'Haïti. La particularité de ces PMA, c'est qu'ils cumulent les **RETARDS DE DEVELOPPEMENT**, peu d'industrie, peu d'alphabétisation, des difficultés de maîtrise démographique avec souvent des natalités très élevées et parfois, même, des difficultés pour subvenir aux besoins élémentaires de la population, besoins en eau potable et en nourriture. Ce sont, comme les anges morts, des **PERIPHERIES DELAISSEES**, un espace à la dérive, de plus en plus déconnecté de l'économie mondiale. Si on assiste entre 2002 et 2008 à une forte croissance du PIB dans les PMA, la crise mondiale a aggravé récemment leur situation. Selon toute vraisemblance, ces pays ne parviendront pas à inverser la tendance sans un soutien important de la communauté internationale et une profonde révision du rôle de l'État dans les choix de développement.

Reste un quatrième groupe formé par un ensemble de pays du **SUD** aux caractéristiques moins affirmées, ce que l'on pourrait appeler des **pays intermédiaires**, qui sont des pays sur la voie du **DEVELOPPEMENT**, certes, mais avec des progrès économiques et des IDH très variables (souvent compris entre 0,5 et 0,7) et qui présentent des formes incomplètes d'intégration à la **MONDIALISATION**. On peut parler de **PERIPHERIES MARGINALISEES**.

On le voit, la diversité du **SUD** apparaît d'abord à l'échelle continentale. Chaque continent a sa spécificité. L'Amérique latine connaît les niveaux de vie les plus élevés malgré de très fortes inégalités sociales et un endettement public massif. L'Asie est le continent le plus peuplé (62 % de la population mondiale) et celui des écarts de **DEVELOPPEMENT** les plus importants. L'Afrique, enfin reste le continent où le sous-développement reste encore net.

2.3. Les manifestations des **RETARDS DE DEVELOPPEMENT**

2.3.1. Des **SUD** aux traits communs

Les conditions sociodémographiques sont tragiques : mortalité infantile de 96 pour mille au Cambodge par exemple, avec des ravages et des conséquences très lourdes du Sida en Afrique (au Mozambique, l'espérance de vie est désormais inférieure à 40 ans). L'analphabétisme est aussi un fléau. Parmi les difficultés quotidiennes on peut citer :

- l'insuffisance de l'accès aux soins en matière de santé, et les ravages des épidémies
- l'insuffisance de la maîtrise de l'eau (traitement, distribution, pénurie, pollution)
- l'absence ou l'insuffisance des équipements collectifs en ville, habitat de fortune avec bidonvilles et taudis, insalubrité, promiscuité
- la misère sociale et psychologique : l'expérience de l'injustice, l'absence de protection de toute nature, la violence (prostitution, drogue, criminalité, bandes d'enfants, enrôlement d'enfants dans des milices ou de pseudo armées), l'expérience quotidienne de la dépendance, de la honte, de l'humiliation

- la sous-alimentation et la malnutrition : la malnutrition est un déficit qualitatif en nourriture (moins de 20g de protéines animales par personne et par jour ; manque de vitamine). On parle de sous-nutrition quand le déficit est quantitatif. La malnutrition désigne un régime alimentaire déséquilibré, basé sur un petit nombre d'aliments (céréales ou tubercules), entraînant des carences en protéines, fer et vitamines, ainsi que des maladies. Les carences peuvent provoquer un retard de croissance chez les enfants (protéines), une arriération mentale (iode), la cécité ou l'affaiblissement des défenses immunitaires (vitamine A). Ces fléaux concernent 840 millions de victimes, 14 % de la population mondiale, 33 % des Africains, 16 % des Asiatiques ; le Zimbabwe est particulièrement touché (50% de la population sous-alimentée soit 6 à 7 millions sur 12,3 du fait de la politique raciste d'expropriation des fermiers blancs) et toute la corne de l'Afrique aussi

- le sous emploi et le chômage
- l'assujettissement et l'aliénation des femmes
- le non respect des droits fondamentaux
- la fragmentation des familles
- le travail des enfants, les abandons ou ventes d'enfants

Les retards et les faiblesses économiques sont sensibles. L'agriculture est duale avec de très grands domaines (grandes plantations de café, thé, bananes vendant leur production dans les pays du **NORD**) et à côté des paysans qui n'ont que de petits terrains peu fertiles (ou sont sans terre comme au Brésil), avec un outillage archaïque et des rendements très faibles (agriculture vivrière). Les paysans sont condamnés souvent à l'exode rural et vont s'entasser dans les bidonvilles où les conditions de vie sont aussi très difficiles. Dans le secteur industrie, la dualité est forte aussi entre un secteur traditionnel de PME souvent peu compétitives et un secteur moderne souvent lié aux investissements du **NORD** qui fournit technologie et capitaux, le **SUD** fournissant la main d'œuvre. Dans le secteur tertiaire, ce sont les activités informelles qui sont dominantes (activités de survie comme la vente à l'unité...).

La DIT, division internationale du travail, désigne la spécialisation de pays ou de zones géographiques selon leurs avantages comparatifs dans des productions économiques qui alimentent les **ECHANGES** mondiaux. La répartition des tâches se fait entre les pays du **NORD** (centres économiques dominants), les **pays émergents** (sous-traitants du fait des moindres coûts de main-d'œuvre) et les autres PED (fournisseurs de matières premières ou d'énergie). La **MONDIALISATION** encourage cette division par la baisse des tarifs douaniers, les différentiels de salaires et les contacts commerciaux à grande échelle. Les termes de l'échange désignent le rapport entre la valeur moyenne des produits exportés et la valeur moyenne des produits importés par un pays. Si le rapport diminue entre deux dates, les termes de l'échange se détériorent car le pays considéré valorise de moins en moins bien ses exportations par rapport à ses importations. La détérioration des termes de l'échange est un des effets néfastes de la **MONDIALISATION** qui a permis aux pays les plus développés de profiter de la DIT et surtout de fixer les prix, notamment de la plupart des matières premières. Les termes de l'échange sont défavorables car les PED sont souvent spécialisés dans l'exportation de produits bruts (agricoles, miniers, énergétiques) aux cours fluctuants et peu valorisants, sauf exception (cf. le pétrole en ce moment) alors que les PID sont plutôt spécialisés dans l'exportation de produits manufacturés et de services à haute valeur ajoutée. Le marché est aussi inégalement organisé : absence d'organisation et dispersion spatiale des producteurs de produits bruts (sauf OPEP) face à la concentration de la décision dans le **NORD**. Enfin de nombreux pays sont endettés auprès des organismes internationaux :

2.3.2. Des inégalités socio-spatiales

Les inégalités sont aussi régionales et sociales. Les contrastes existent :

- entre pays voisins (selon la voie de **DEVELOPPEMENT** choisie et la stabilité politique). La Côte-d'Ivoire, que l'on peut juger comme sous-développés à l'échelle du monde, est un véritable centre régional à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest, fort d'un PNB/hab. deux à trois supérieur à ses voisins. Ces différences de richesse influent sur les mouvements régionaux de migrations.

- entre régions dans un pays : villes / campagnes ou littoral / intérieur. L'opposition entre les régions "riches" et "pauvres" est une constante de l'organisation de chaque territoire. Par rapport à une moyenne de 100, le PIB/hab. est de 140 pour le Sud-est brésilien contre seulement 47 pour le Nordeste.

- entre groupes sociaux : bidonvilles, minorités ethniques... Dans le même temps, on trouve des ghettos de pauvreté au sein des régions "riches" ou des grandes villes (les favelas de Rio jouxtent les quartiers riches de Copacabana, la ségrégation sociale est une constante de l'organisation des grandes villes américaines) ainsi que l'inverse (les riches propriétaires de canne à sucre ou de grands domaines d'élevage côtoient les paysans sans terre du Nordeste). Il convient de ne pas négliger l'existence d'îlots de pauvreté au sein de pays dits riches. Les Etats-Unis, 8ème pays par son PNB/habts, 8ème pour l'indicateur de développement humain, comptent cependant 20 millions de pauvres. Ce qui a permis à certains de parler de l'existence de **SUD** au sein même des **NORD**, ou bien de « quart monde ». Ces inégalités à différentes échelles montrent la complexité de l'organisation des territoires.

Les **DISPARITES SOCIO-SPATIALES** sont des différences quantitatives (démographiques, économiques, sociales, culturelles) repérables et mesurables dans des territoires de mêmes dimensions. Elles sont vécues comme

des injustices et sont ainsi source de revendications et d'actions redistributives. Elles peuvent s'observer à différents niveaux d'échelle : mondes urbains et ruraux ; littoraux et espaces ouverts sur l'espace mondial d'une part, espaces périphériques de l'intérieur et des confins continentaux d'autre part. Elles peuvent s'évaluer de diverses manières, à partir de différents paramètres : niveaux éducatifs, revenus, capacités de production, offre de services, etc. Le coefficient de Gini mesure les inégalités de revenus. Il varie entre 0 et 1 : 0 en cas d'une parfaite égalité des revenus, alors que 1 signifierait qu'une seule personne concentre toutes les richesses. Dans la réalité d'un panel d'environ 100 pays, les coefficients de Gini oscillent entre 0,26 et 0,60. Les experts internationaux fixent la cote d'alerte à 0,4 : les disparités peuvent être alors facteurs d'implosion. Un des aspects de ces disparités peut être la ségrégation socio-spatiale, situation dans laquelle une société connaît sur le terrain une séparation, de fait ou de droit, entre des populations de niveaux de vie différents.

Conclusion

- réponse à la problématique :

La **MONDIALISATION** entraîne une augmentation des contrastes de **DEVELOPPEMENT** entre les pays, entre les régions, entre les villes et les campagnes et à l'intérieur même des agglomérations urbaines. On peut identifier une coupure entre le **NORD** et le **SUD**, avec d'une part des **NORD** développés comportant eux-mêmes trois ensembles : les pays de la **TRIADE**, à l'IDH élevé, qui sont les **pôles** moteurs de l'économie mondiale ; les pays relais de la **TRIADE** au niveau de **DEVELOPPEMENT** élevé lui aussi ; les pays en transition économique qui connaissent une stagnation de leur IDH. On peut placer ici la limite **NORD/SUD**. Dans les **SUD**, au **DEVELOPPEMENT** hétérogène, nous avons dégagé quatre groupes de pays : d'abord, les **pays émergents** dont l'IDH progresse grâce à l'essor économique ; ensuite des pays pétroliers, qui enregistrent une augmentation de leur IDH grâce à la rente pétrolière ; puis des **pays intermédiaires**, dont les progrès économiques et les progrès de l'IDH sont très variables ; enfin les PMA, les Pays les Moins Avancés, qui cumulent les **RETARDS DE DEVELOPPEMENT**, ce qui se traduit bien sûr par un IDH faible. Le problème du **DEVELOPPEMENT** constitue l'un des grands enjeux de l'organisation de l'espace mondial actuel. Il ne peut se réduire à une approche économique et statique, il convient de prendre en compte de nouveaux critères humains dans lesquels se trouvent peut-être des instruments pour réduire les inégalités au sein de l'espace mondial.

Le processus de la **MONDIALISATION** est donc un phénomène majeur de notre temps. C'est un processus lourd de conséquences, mais il n'est pas le seul phénomène à contribuer à l'organisation de l'espace mondial. Les aires de civilisation et les dynamiques culturelles sont multiples, de nouvelles logiques voient le jour face aux enjeux de l'avenir, comme par exemple la notion de développement durable, soucieuse à la fois de justice et de respect de l'environnement. Parallèlement à la **MONDIALISATION** d'autres logiques d'organisation de l'espace mondial existent donc.

Fiche bilan - Séquence n° 2 : Les centres d'impulsion et les inégalités de développement

Notions de base :

MONDIALISATION
DEVELOPPEMENT / INEGALITES ou RETARDS DE DEVELOPPEMENT
CENTRE D'IMPULSION (ou ESPACE MOTEUR)
TRIADE ou OLIGOPOLE MONDIAL
FLUX / ECHANGES
CENTRE-PERIPHERIE
INTEGRATION / MARGINALISATION / DELAISSEMENT
LES NORD / LES SUD
DISPARITES SOCIO-SPATIALES

Notions secondaires :

réseaux / pôle
firme/société transnationale ou multinationale
superpuissance
interdépendances
métropolisation / métropole (une) / métropole-relais
mégalopole (une)
ville mondiale (ou ville globale)
pays émergents / pays intermédiaires
transition démographique
mal-développement
re-développement

Vocabulaire spécifique :

échanges intracommunautaires
 délocalisation
 agriculture productiviste / subventions agricoles
 fonds structurels
 critères de convergence
 Recherche-Développement ou R&D
 Tiers-monde / pays sous-développés (PSD) / pays en voie de développement (PVD)
 seuil de pauvreté
 angle mort
 termes de l'échange

Cartes thématiques :

- le commerce mondial de marchandises
- les grands ports de marchandises
- les sièges sociaux des FTN
- les flux d'IDE et les places boursières
- l'archipel métropolitain
- les inégalités de richesse et de développement
- l'évolution de l'accroissement naturel
- les flux migratoires
- l'accès à l'eau potable, le seuil de pauvreté, l'alphabétisation, le sida ou la mortalité infantile

Repères spatiaux :

les 3 pôles de la Triade, les 3 mégapoles, les 3 villes mondiales, la concentration des échanges entre les pôles de la Triade, les métropoles relais, les régions industrialisées et développées, les régions « en transition », la limite Nord/Sud, les régions « émergentes » et rentières, les régions intermédiaires, les régions peu ou pas développées (PMA et « angles morts »), les flux de matières premières, d'hommes et de bénéfices ; les flux de produits manufacturés, de capitaux et de services ; les nouveaux flux de produits manufacturés

Chiffres clés :

Triade : 15 % de la population mondiale, 70% de la production, 80% du commerce mondial (dont 60% du commerce de marchandises), 80% du RNB et des investissements, 85 % de la recherche et 90 % des opérations financières. Les 2/3 des échanges commerciaux de ces pôles se font entre eux.

Etats-Unis : environ 9 millions de km², 300 millions d'habitants, IDH compris entre 0,935 et 0,939, 10 000 milliards de \$ (RNB) soit 33% du total mondial (35,5% en comptant le Canada), 13% du commerce mondial de marchandises

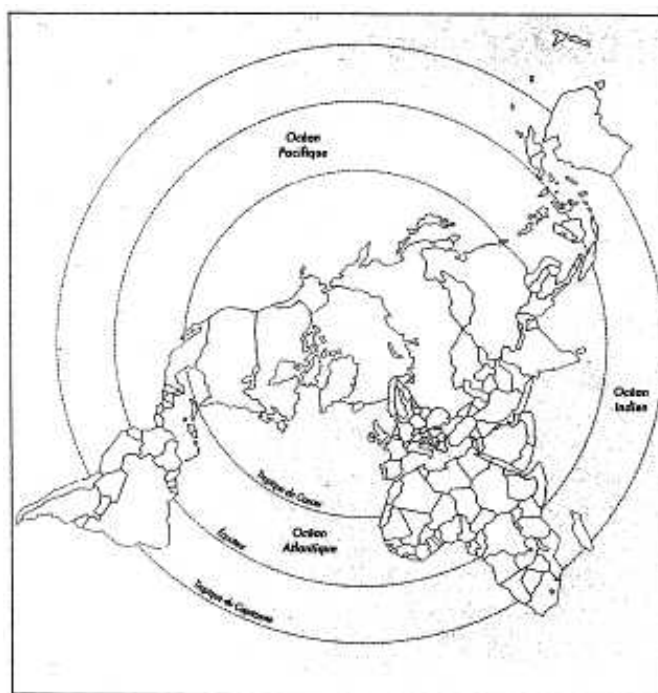
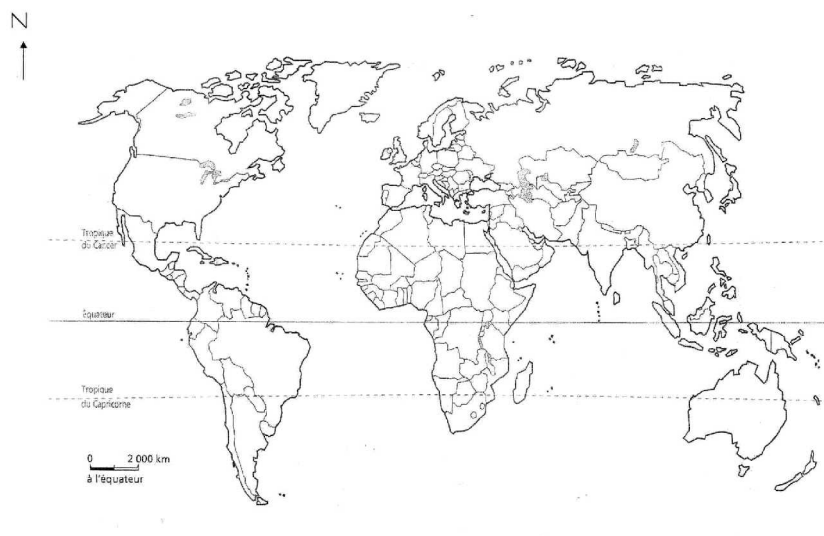
UE à 27 : environ 4 millions de km², 500 millions d'habitants, 8 500 milliards de \$ (RNB) soit 28% du total mondial, 20% du PIB industriel, 38% du commerce mondial de marchandises, 38% de la production automobile, 11% du marché agricole, 24% des échanges de services, 49% des IDE reçus, 61% des IDE émis, IDH compris entre 0,890 et 0,940 ; Les 2/3 des échanges extérieurs des Etats de l'UE se font à l'intérieur de l'UE.

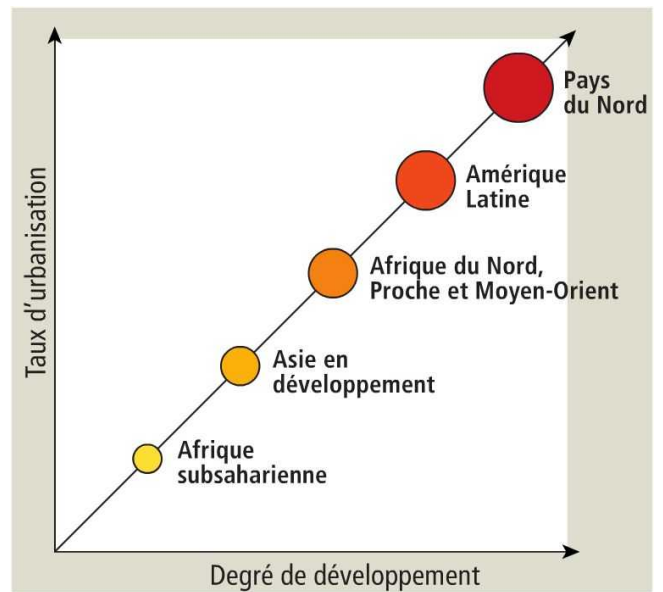
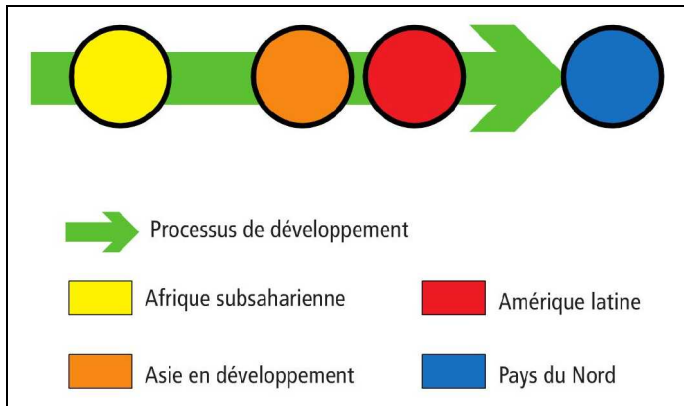
Sigles :

FMI
 IDE
 FTN / FMN / STN
 PAC
 FEDER
 ACP
 AMM
 PUB / PIB / PNB / RNB / PPA
 PNUD
 IDH / IPH
 ISF
 PED / PID / PMA / NPI
 DIT

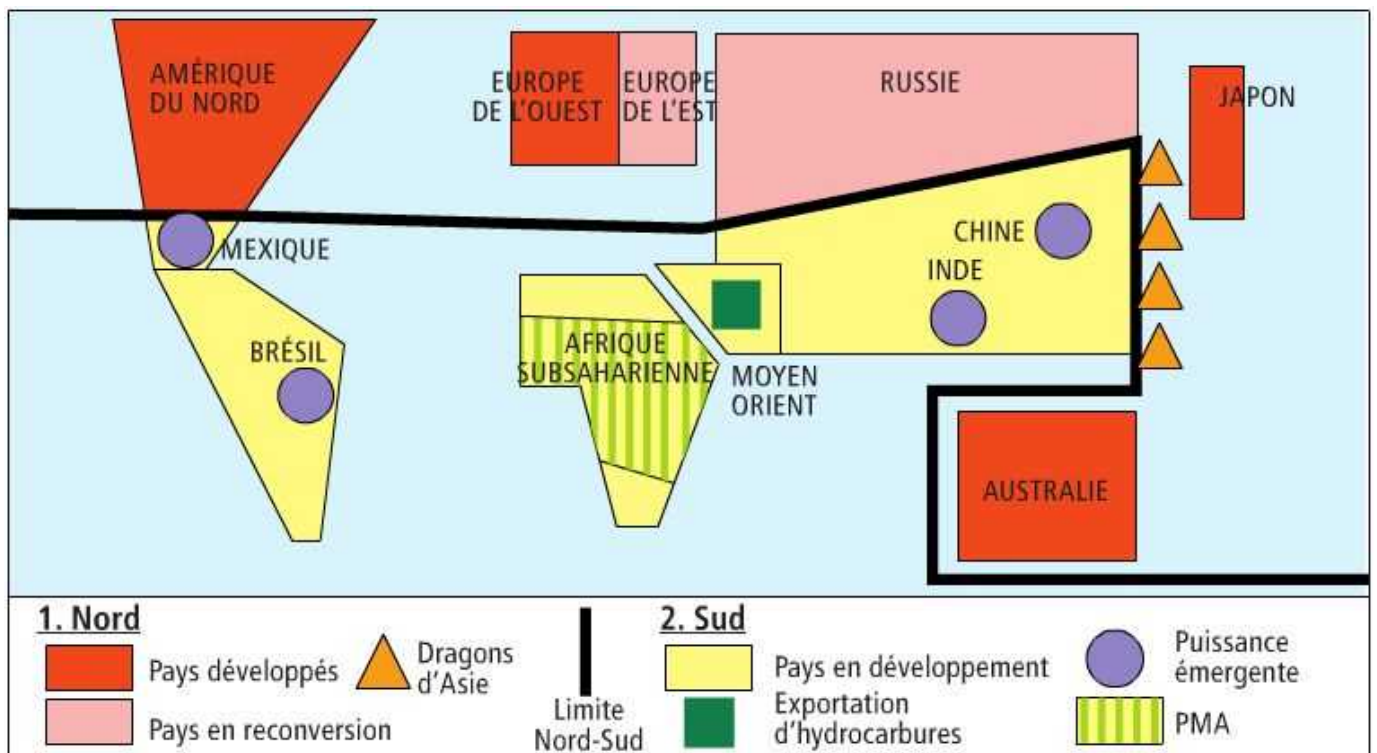
Fiche graphique - Séquence n° 2 : Les centres d'impulsion et les inégalités de développement

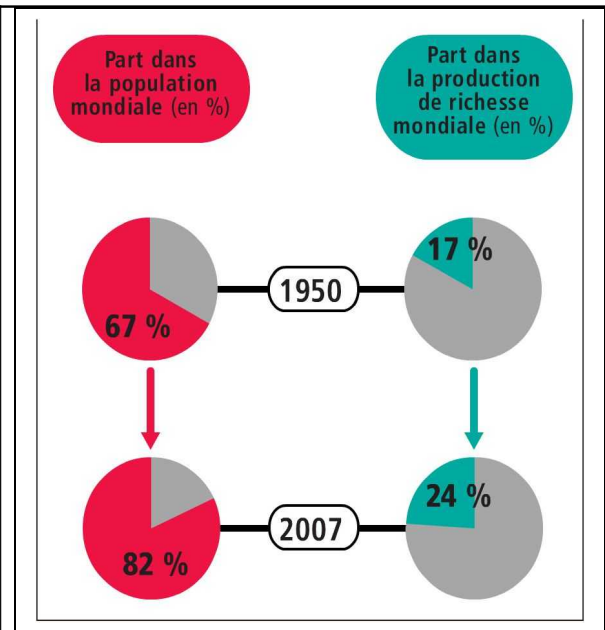
Attention, plusieurs types de fond de carte peuvent être donnés au baccalauréat :



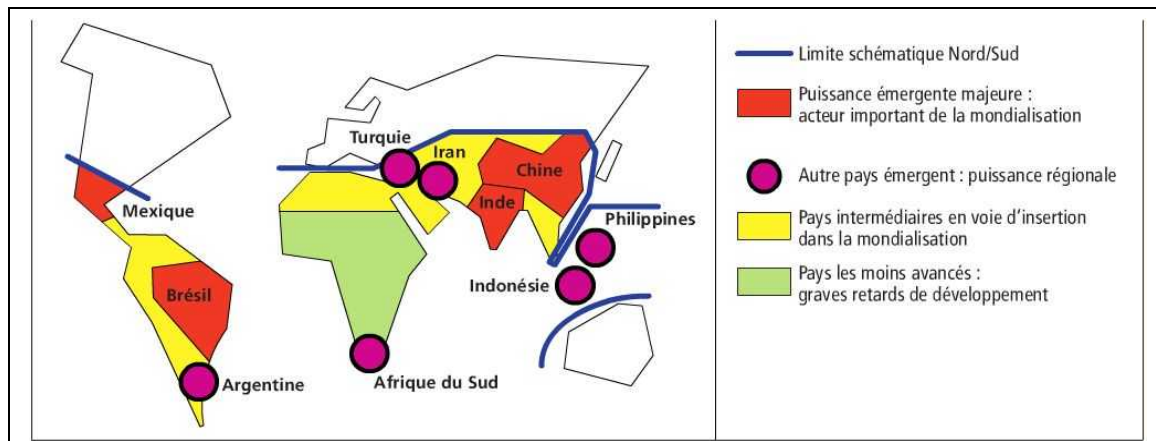


Une avancée inégale dans le développement ?





Le poids croissant des pays du Sud

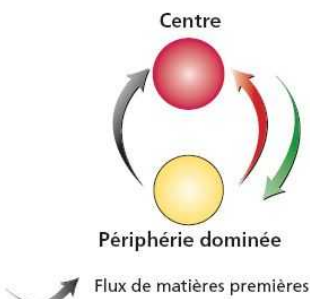


Les Sud

Types de périphéries d'après le géographe Alain Reynaud

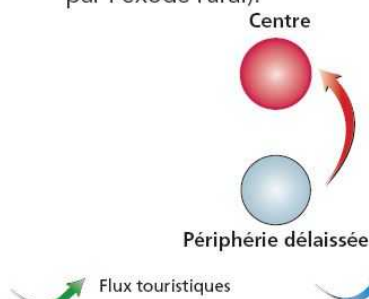
Périphérie dominée

Le centre accapare les matières premières de la périphérie et sa population (migrations de travail).



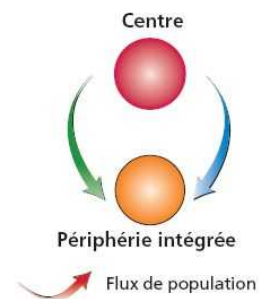
Périphérie délaissée

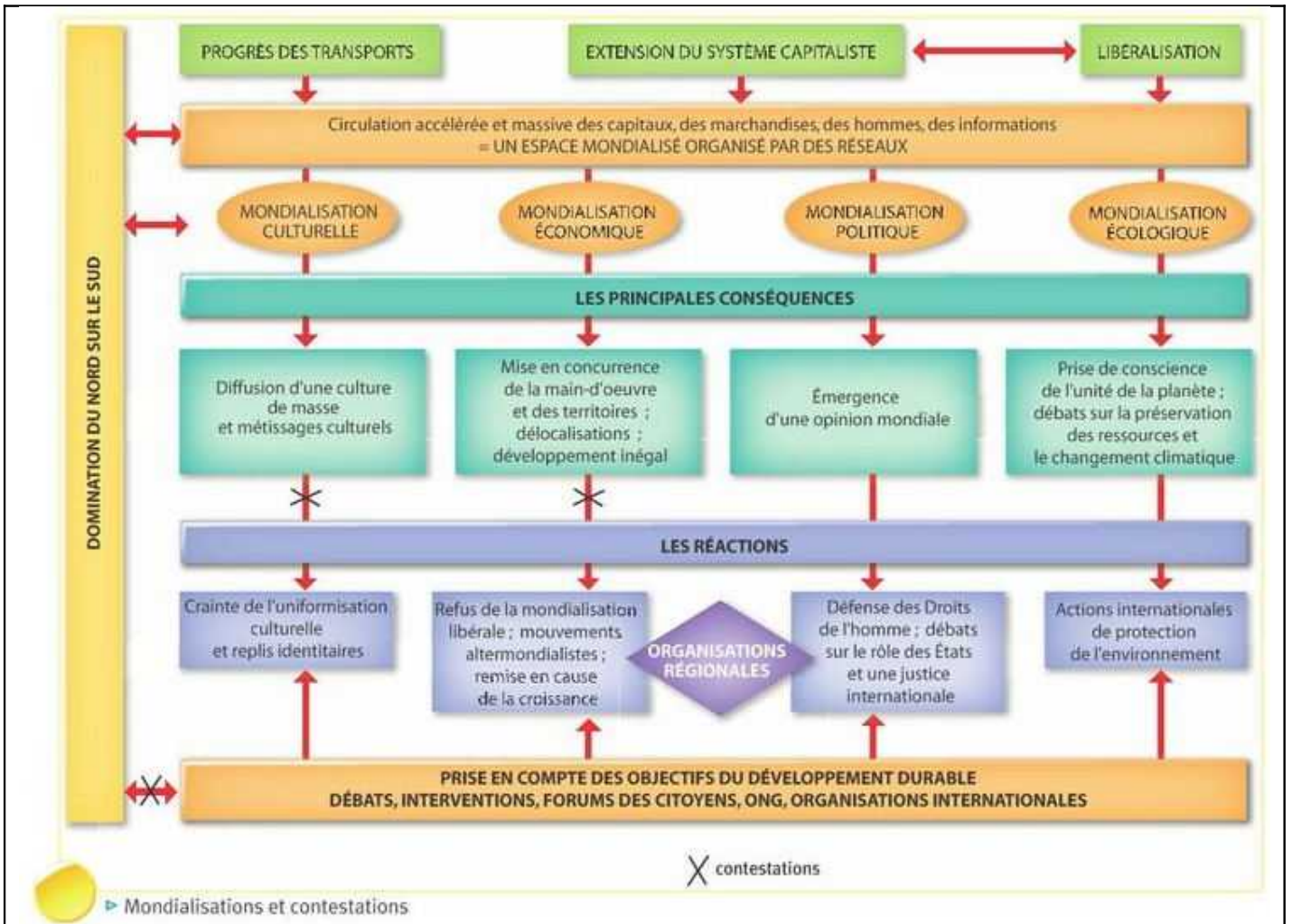
Si la situation précédente a duré très longtemps, la périphérie se vide (exemple : montagnes désertifiées par l'exode rural).

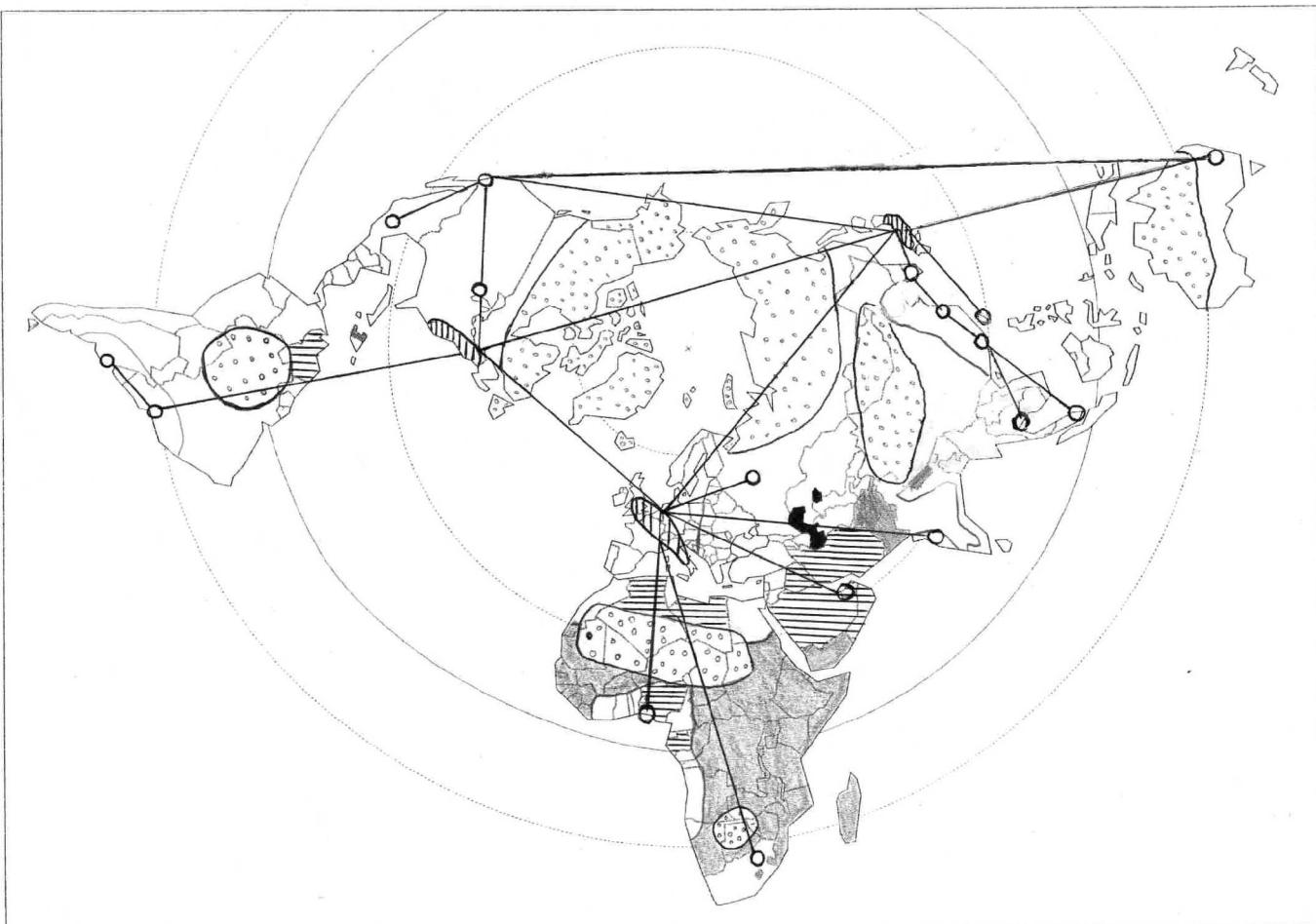


Périphérie intégrée

Le centre investit dans la périphérie qui connaît un processus de développement.







I. Les centres d'impulsion : un espace mondialisé tripolaire marqué par un archipel de métropoles

1. L'hégémonie mondiale de la Triade ou oligopole

Les trois centres d'impulsion du monde

35,5% Poids de chacun des pôles dans le RNB mondial

Flux d'échanges massifs (capitaux, marchandises, informations)

2. Le réseau mégapolitain et métropolitain mondial

Mégalopole, centre mondial de commandement (incluant chacune une des trois villes mondiales)

Les métropoles relais et leur intégration à la Triade

II. Les inégalités de développement : un espace mondialisé marqué par une diversité des Nord et des Sud

1. Plusieurs Nord

Les régions industrielles développées

Le cas particulier des anciens pays socialistes

Une limite Nord/Sud : du Sud vers le Nord, flux de matières premières, d'hommes et de bénéfices ; du Nord vers le Sud, flux de produits manufacturés, de capitaux et de services

2. Des Sud très hétérogènes

Les régions émergentes : des périphéries intégrées

Nouveaux flux de produits manufacturés

Le cas particulier des pays pétroliers

Les régions intermédiaires : des périphéries parfois marginalisées

Les pays les moins avancés : des périphéries délaissées

Le cas particulier des « angles morts »